qui est en état de devenir un fardeau pour le public; et toute personne débarquée en Canada qui, dans l'espace de deux années à compter de son débarquement, est devenue une charge pour les fonds publics, municipaux, provinciaux ou fédéraux, ou pensionnaire ou à la charge d'une institution de charité, peut être renvoyée au port ou à l'endroit d'où cet immigrant est venu ou s'est embarqué pour le Canada.

29. Il n'est permis de débarquer en Canada en qualité d'immigrante à nulle personne qui a été déclarée coupable d'un crime impliquant turpitude morale ou qui est une prostituée, ou qui fait le métier de proxénète, ou qui amène ou tente d'amener au Canada des prostituées ou des femmes destinées à la prostitution.

Criminels et prostituées.

30. Le Gouverneur en conseil peut, par proclamation ou par décret, chaque fois qu'il considère la chose nécessaire ou à propos, interdire le débarquement en Canada de toute catégorie donnée d'immigrants, et il en sera dûment donné avis aux compagnies de transport.

Interdiction du débarquement de certaines catégories d'immigrants.

31. Avec l'autorisation du Ministre, l'agent d'immigration, le médecin et tout ou tous autres fonctionnaires nommés à cette fin par le Ministre, peut agir comme conseil d'enquête à un port d'entrée pour informer et statuer au sujet de tout immigrant désirant entrer en Canada. La décision de ce conseil quant au droit de cet immigrant de débarquer en Canada est assujétie à appel au Ministre.

Enquêtes sur immigrants voulant entrer en Canada.

Appel au directeur de l'immigration.

2. Le Gouverneur en conseil peut établir des règles de procédure pour les enquêtes conduites par ces conseils d'enquête et pour les appels interjetés de leurs décisions.

Procédure.

32. Toutes les compagnies de chemins de fer ou de transport ou autres personnes qui amènent au Canada des immigrants venant d'un pays quelconque doivent, à la demande du directeur de l'immigration, ramener au pays d'où il a été amené tout immigrant dont l'entrée au Canada est interdite par la présente loi ou par un décret du conseil ou un règlement qui en visent l'exécution, et qui a été amené par cette compagnie de chemin de fer ou de transport ou cette autre personne dans les deux ans qui précèdent la date de cette demande.

Renvoi des immigrants dont l'entrée est interdite en Canada.

33. Chaque fois qu'en Canada un immigrant, dans les deux ans à compter de son débarquement en Canada, commet un crime impliquant turpitude morale ou devient pensionnaire d'une prison ou d'un hôpital ou autre institution de charité, il est du devoir du greffier ou du secrétaire de la municipalité d'en avertir immédiatement le Ministre et de lui faire connaître tous les détails. Dès qu'il a reçu pareil renseignement, le Ministre peut, après enquête, ordonner le renvoi de cet immigrant aux frais et dépens de cet immigrant, s'il est en état de payer, et, si non,

Renvoi des immigrants en certains cas dans les deux ans qui suivent leur arrivée.